

OLIVIER DUSSOPT : UN ANTISOCIAL DE DROITE QUI NE S'ASSUME PAS

Dans une récente interview à l'hebdomadaire Le Point, Olivier Dussopt déverse sans vergogne ses contre-vérités.

Pour celles et ceux qui cotoient Olivier Dussopt régulièrement, point de véritables surprises dans cette interview qui confirment la petite mais lamentable trace qu'il a le dessein de laisser dans l'histoire : celui du responsable gouvernemental ayant le plus frontalement attaqué la Fonction publique et ses agents.

PATHÉTIQUE

Non, ce qui est pathétique et désolant, c'est que le secrétaire d'Etat ne s'assume pas et tente de faire passer sa politique pour le contraire de ce qu'elle est.

Un des sommets de ce déni de la réalité, c'est que, répondant à la question « *Etes-vous encore un homme de gauche ?* », la réponse fuse ! « *Bien sûr !* ».

Pour notre part, nous laisserons les adhérentes et adhérents du Parti socialiste juger du niveau de la trahison de celui qui, juste avant d'être nommé, votait contre le projet de budget du gouvernement d'Edouard Philippe.

En revanche, si l'on estime – c'est notre cas – qu'un responsable politique se juge à ses actes et non à ses déclarations, alors il est incontestable qu'Olivier Dussopt est le plus rétrograde des membres d'un gouvernement ayant eu en charge la Fonction publique.

Parce que si, par exemple, il pourrait y avoir compétition avec Eric Woerth en matière de gel des salaires, de suppressions de postes, de jour de carence ou de restructuration de l'Etat, il n'y a pas photo dans d'autres domaines !

L'attaque contre le Statut général, en particulier, ne souffre d'aucune comparaison avec ses prédécesseurs...

En outre, rappelons que celui qui aime à se présenter comme un champion du dialogue social, est celui qui défend avec zèle des dispositions qui, si elles trouvent à s'appliquer, supprimeront des milliers de mandats de représentants du personnel et feront disparaître une part significative des acquis en matière de droits syndicaux.

C'est aussi celui qui défend des mesures liberticides contre le droit de grève, notamment dans le versant territorial.

Il serait sans doute douloureux de rappeler la multitude de dirigeants politiques autoritaires qui, la main sur le cœur, clamaient leur passion inextinguible pour la démocratie.

Pour conclure, citons juste un court extrait (davantage serait indigeste) du monologue d'Olivier Dussopt : « *J'ai été frappé par le décalage entre les attentes que m'exprimaient les agents et les positions des organisations syndicales. A croire que ce ne sont pas forcément ceux que l'on pense qui sont parfois déconnectés du terrain !* »

Alors là, c'est la cerise sur le gâteau : qu'à l'occasion de déplacements ultra préparés, le secrétaire d'Etat s'érige en fin connaisseur des agents de la Fonction publique relève de la pure forfanterie.

MALHONNÊTETÉ

Sa pique contre les organisations syndicales (toutes, puisque toutes, à des degrés divers, contestent la politique poursuivie) est révélatrice à la fois de sa malhonnêteté et du niveau dérisoire où il semble se complaire.

Mais, puisque monsieur Dussopt est certain de susciter adhésion et engouement dans la grande masse des personnels, la CGT lui propose d'organiser un référendum parmi tous les agents sur deux questions :

- Êtes-vous satisfaits par votre pouvoir d'achat (ou le gel de la valeur du point, nous sommes ouverts) et vos déroulements de carrière ?
- Êtes-vous d'accord avec la suppression des compétences des CAP en matière de mobilité et de promotion ?

L'accord de l'intéressé étant hautement improbable, la CGT continuera plus que jamais d'aller à la rencontre des agents de la Fonction publique dans la vraie vie et à construire avec eux les services publics que nos citoyens sont en droit d'attendre.